



Quels sont les objectifs d'Israël en Afrique ?

## Description

*Du Soudan du Sud à la Zambie, le gouvernement israélien semble mener une opération de charme, faisant miroiter aide et armement. Selon certains experts, la stratégie pourrait porter ses fruits.*

Par Shola Lawal, le 30 septembre 2025.



*Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, et Uhuru Kenyatta, alors Président du Kenya, brandissant leurs drapeaux nationaux à Nairobi, juillet 2016. [Sayyid Abdul Azim/AP]*

Des représentants des gouvernements de Zambie et Israël se sont réunis fin août pour célébrer la réouverture de l'ambassade israélienne à Lusaka. Après une longue période de rupture des relations entre les deux pays, pour la première fois en 52 ans, le drapeau israélien s'est levé dans la capitale zambienne.

« Israël revient en Zambie. Israël revient en Afrique », a déclaré sur X Gideon Saar, ministre israélien des Affaires étrangères, qui a fait le déplacement et mené la cérémonie de coupure du ruban. Pour Saar, ce retour constitue sans aucun doute un véritable exploit, « un moment où une grande partie du monde isole Israël en raison de son offensive dévastatrice sur la bande de Gaza. Les médias israéliens ont salué cette initiative comme une victoire. L'un d'eux a même qualifié ce petit pays d'Afrique australe de « nouvelle frontière africaine de taille » pour Israël.

« De nombreux pays africains se sont positionnés pour qu'Israël ouvre une ambassade dans leurs capitales », s'est vanté Saar dans un discours prononcé lors de la cérémonie. « Nous avons choisi de commencer par la Zambie. »

Selon certains experts, cette ouverture semble s'inscrire dans un ensemble d'actions menées par Israël en vue de rallier des nations africaines à sa cause, à un moment où son image sur la scène internationale est fortement dégradée.

La guerre d'Israël contre Gaza a été qualifiée de génocide mi-septembre par une commission d'enquête des Nations unies et a déjà fait au moins 66 055 morts palestiniens et transformé en champ de ruines la plus grande partie du territoire de la bande de Gaza. Certains estiment que le renforcement des liens avec la Zambie constitue pour Israël un moyen d'affaiblir son voisin régional, l'Afrique du Sud, principal critique de l'État hébreu sur le continent.

« C'est une application de l'éternelle stratégie du "diviser pour mieux régner", destinée à affaiblir le soutien régional des États et acteurs alignés sur l'Afrique du Sud », a expliqué à Al Jazeera la chercheuse Faith Maberu, de l'Université du Witwatersrand. Elle estime que cette initiative pourrait miner l'influence de Pretoria au sein de la Communauté de développement de l'Afrique australe (South Africa Development Community).

Une semaine avant cet événement en Zambie, la vice-ministre israélienne des Affaires étrangères, Sharron Haskel, s'est rendue au Nigeria, où elle a rencontré son homologue. Toutefois, le gouvernement d'Abuja, qui a exprimé son soutien aux Palestiniens, n'a pas communiqué sur cette rencontre via ses canaux officiels sur les réseaux sociaux. Deux semaines plus tard, l'unité antiterroriste du Nigeria a arrêté Ramzy Abu Ibrahim, un dirigeant de la communauté palestinienne dans le pays. On ignore quelle infraction lui est reprochée, ou si cette arrestation est liée à la visite de la ministre israélienne. Le porte-parole du ministre nigérian des Affaires étrangères n'a pas répondu aux demandes de commentaires.

Haskel s'est ensuite rendue au Soudan du Sud, allié fidèle d'Israël, où elle a promis une aide à ce jeune État fragile, en proie à un conflit armé opposant le président Salva Kiir aux partisans du premier vice-président Riek Machar. Dans une déclaration, Haskel a exprimé un étonnement rhétorique, s'interrogeant sur le fait que tous les regards soient tournés vers Gaza alors que d'autres pays, comme le Soudan du Sud, connaissent également des urgences humanitaires.

La diplomate a toutefois gardé sous silence qu'au moment même de sa visite, certaines fuites d'informations faisaient état de discussions entre responsables israéliens et sud-soudanais, autour de projets controversés visant à transférer de force des Palestiniens de Gaza vers le pays d'Afrique de l'Est. Le Soudan du Sud a nié l'existence de ces pourparlers, malgré des informations de sources crédibles comme les agences de presse Reuters et Associated Press. Le transfert forcé de Palestiniens dans le cadre du nettoyage ethnique mené par Israël à Gaza pourrait constituer un crime de guerre.

De même, l'accueil par le Somaliland autonome de Palestiniens expulsés de Gaza, en échange d'une reconnaissance officielle par les États-Unis et Israël, ferait l'objet de négociations. Les habitants du Somaliland affirment qu'ils ne souhaitent pas faire partie de ce marché.



*Migrants sud-soudanais cbrant lâ ind pendance de leur pays dans la périphérie de Kasarani,   Nairobi, la capitale k nyane, en juillet 2011 [Dai Kurokawa/EPA].*

## Entre lâ Afrique et Israël, des relations fluctuantes

Lâ image dâ Isra l en Afrique est globalement mauvaise, relèvent les experts, malgré les efforts du gouvernement israélien. Si quelques pays répondent   ses ouvertures amicales, la grande majorité toutefois garde fermement ses distances, en partie parce quâ Isra l nâ a pas lâ envergure de pays comme la Chine et la Russie, qui cherchent   sâ impliquer davantage auprès des dirigeants africains pour leurs ressources minérales et pour leurs votes   lâ Assemblée générale des Nations unies. Pour autant, Israël a particulièrement besoin du soutien de la communauté internationale : entre 2015 et 2023, lâ Assemblée générale de lâ ONU a adopté 154 résolutions contre ce pays, contre 71 visant lâ ensemble des autres pays réunis.

De fait, la distance maintenue par les pays Africains sâ explique surtout, relèvent les chercheurs, par la questions palestinienne.

Lâ Afrique du Sud est le pays plus férocement critique   lâ  gard dâ Isra l en raison de sa propre histoire douloureuse dâ apartheid   quâ Isra l a fortement soutenu   et de la poursuite par Israël de son propre apartheid dans les territoires palestiniens occupés. La célèbre citation de Nelson Mandela en 1997, selon laquelle la liberté de lâ Afrique du Sud est incomplète sans celle de la Palestine, constitue un modèle de la protection vigilante exercée par Pretoria.

Les relations avec le continent n'ont jamais été toujours si hostiles. Israël s'efforçait d'attirer les bonnes grâces de la plupart des nations africaines dans les années 1950 et 1960, au fur et à mesure de leur indépendance. À l'époque, selon les historiens, des dirigeants israéliens comme David Ben Gourion et Golda Meir s'efforçaient de promouvoir l'image d'Israël comme alliée des « peuples libérés », en partie pour accroître son influence à l'ONU.

Les choses se sont envenimées lors de la guerre d'octobre 1973, quand ces nations ont commencé à voir en Israël un paria, empiétant non seulement sur la Palestine, mais aussi sur l'Égypte et, de fait, sur l'Afrique. L'Ouganda fut le premier à se détourner d'Israël. En l'espace de quelques mois, plus de 20 pays africains mirent un terme brutal à leurs relations. L'effet collectif de ce dévouement a porté un coup diplomatique grave à Israël. La situation était sans précédent, et aucune autre région ne s'est jamais de nouveau mobilisée aussi fortement contre Israël.

Depuis, Israël s'efforce de recréer des relations plus amicales avec les pays du continent africain, connaissant un certain succès. Le pays a rouvert environ 11 ambassades à travers l'Afrique, contre 33 ambassades et consulats avant 1973. Quelques-uns des pays qu'Israël tente de séduire, comme le Nigeria, sont membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI). Cet organisme, qui rassemble à travers le monde 57 pays dont la population est en grande partie musulmane, a appelé à plusieurs reprises à des cessez-le-feu à Gaza.

Les deux pays membres de l'OCI, le Soudan et le Maroc, ont accepté de normaliser leurs relations avec Israël, à la suite des émirats arabes unis et du Bahreïn, dans le cadre des Accords d'Abraham de 2020 négociés par les États-Unis.

En 2021, Israël a obtenu le statut d'observateur auprès de l'Union africaine (UA), après deux tentatives infructueuses. L'Afrique du Sud et l'Algérie contestent cette décision et affirment que Moussa Faki, alors président de la Commission de l'UA, l'organe exécutif de l'organisation continentale, a pris cette décision de manière unilatérale. La Palestine a obtenu le statut d'observateur en 2013, lui permettant de participer à ces sommets depuis.

## De l'aide aux armes

Israël concentre son attention sur l'Afrique de l'Est, en particulier sur l'Éthiopie, où vivent 160 000 Juifs éthiopiens, dont certains ont été secrètement évacués par Israël en 1991, en pleine guerre civile éthiopienne. En 2016, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a effectué une tournée en Afrique de l'Est, visitant l'Ouganda, le Kenya, le Rwanda et l'Éthiopie. L'agence israélienne d'aide au développement, Mashav, a envoyé pour 45,5 millions de dollars d'aide à l'Éthiopie, à l'Ouganda, à la Tanzanie, au Soudan du Sud et au Kenya entre 2009 et 2021, selon les données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Cette aide a souvent été consacrée à l'agriculture, à l'eau et à la santé.

L'aide israélienne aux pays africains ne représente pas pour ces derniers une source de financement majeure. L'Éthiopie par exemple, qui reçoit la plus grande partie des fonds israéliens, a reçu 1,3 milliard de dollars d'aide américaine en 2024. La Banque mondiale, l'Allemagne et l'Union européenne sont devenues ses principaux bailleurs de fonds depuis que

---

les États-Unis ont réduit leur aide étrangère.

Les conséquences sur les résolutions soutenues à l'ONU sont mitigées, certaines nations d'Afrique de l'Est acceptant des fonds sans pour autant s'engager à soutenir Israël de manière constante, en raison de la politique généralement pro-Palestine de l'Union africaine.

Citons l'exemple de l'Éthiopie, qui selon une étude de 2024 menée par le chercheur de l'Université Ben-Gourion Yaron Salman, a voté à plusieurs reprises contre Israël à l'ONU entre 2012 et 2021, bien que plus de la moitié de l'aide israélienne destinée à l'Afrique la même période lui ait été attribuée.

Seul le Soudan du Sud, note l'étude, a soutenu Israël de manière constante. Les deux pays ont établi des relations dès les débuts de l'histoire du Soudan du Sud, Israël ayant soutenu les combattants indépendantistes contre le Soudan, dont le Soudan du Sud s'est séparé en 2011. Ce soutien remonte à plusieurs décennies, l'agence israélienne Mossad ayant fourni un appui militaire aux rebelles dès les années 1960. Selon Haim Koren, ancien ambassadeur israélien au Soudan du Sud, auteur d'un rapport en 2019 pour le *Moshe Dayan Center for Middle Eastern and African Studies*, Israël avait soutenu les forces sécessionnistes pour affaiblir et, de manière générale, la région arabe. Des études datant de 1994 faisaient état de la livraison d'armes israéliennes aux rebelles sud-soudanais. En 2016, un groupe d'experts de l'ONU a conclu que les armes israéliennes alimentaient la guerre civile qui a éclaté immédiatement après l'indépendance du Soudan du Sud.

Le ministère des Affaires étrangères du Soudan du Sud n'a pas répondu aux demandes de commentaire. Dans un communiqué publié en août, ce ministère a déclaré que les allégations de transfert forcé de Palestiniens vers le pays sont « sans fondement et ne reflètent pas la position officielle ni la politique » du Soudan du Sud.

Mahmoud Akot, militant pour la démocratie au Soudan du Sud, a déclaré à Al Jazeera que, même en dehors du contexte historique, toute tentative de transfert de Palestiniens vers le pays serait fortement contestée en raison des défis auxquels le pays est lui-même confronté.

« Il est difficile pour le gouvernement de reconnaître cela publiquement, encore moins de tenter de convaincre la population de l'accepter », a affirmé Akot. « Je pense que cet accord ne serait pas fructueux. »

D'autres pays africains, dont l'Afrique du Sud, ne sont pas insensibles à l'attrait des armes israéliennes, malgré leur soutien à la Palestine. Le Cameroun, le Tchad, la Guinée équatoriale, le Lesotho, le Nigeria, le Rwanda, les Seychelles, l'Afrique du Sud et l'Ouganda ont tous acheté des armes à Israël entre 2006 et 2010, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI). Parmi eux, nombreux sont les pays qui continuent de commercer avec Israël, lui achetant aussi bien des technologies de surveillance et des équipements agro-techniques que des biens de consommation.

Reneva Fourie, analyste sud-africaine, a affirmé à Al Jazeera :

« En intégrant dans les structures de sécurité africaines, Israël profite d'une part de l'instabilité locale, et il se crée également des partenaires moins susceptibles de contester son

occupation militaire brutale et ses atrocités génocidaires. Ces partenariats normalisent Israël en tant qu'allié dans la lutte contre le terrorisme, tout en détournant l'attention de la terreur d'État qu'il instaure contre les Palestiniens. »



*Mai 2024 : le directeur général du Département des relations internationales et de la coopération de l'Afrique du Sud, Zane Dangor, et l'ambassadeur sud-africain aux Pays-Bas, Vusimuzi Madonsela, à la Cour Internationale de Justice (CIJ), au début de l'examen de la plainte déposée par l'Afrique du Sud à l'encontre d'Israël pour génocide à Gaza. [Yves Herman/Reuters]*

**Israël est-il en train de gagner la partie diplomatique ?**

---

Après le début de la guerre à Gaza en octobre 2023, le soutien déjà fragile qu'Israël pouvait avoir sur le continent semble s'être largement effondré.

Dans une affaire judiciaire historique, l'Afrique du Sud a accusé Israël de génocide à Gaza devant la Cour internationale de Justice (CIJ) en décembre 2023. De plus, depuis le début de la guerre, l'Union africaine condamne fermement Israël et soutient massivement la création d'un État palestinien.

Quelques incidents gênants viennent illustrer cette descente de piédestal israélien.

En avril de cette année, l'ambassadeur d'Israël en Éthiopie, Avraham Nigusse, a été évincé d'un événement organisé par l'Union africaine (UA) au siège de l'UA à Addis-Abeba à l'occasion de la commémoration du 30<sup>ème</sup> anniversaire du génocide au Rwanda. Nigusse, d'origine éthiopienne, s'est emporté sur les réseaux sociaux, qualifiant cette décision de « scandaleuse ». Cette exclusion aurait été ordonnée par le chef de la Commission de l'UA, le rigoureux Mahamoud Ali Youssef, originaire de Djibouti. En tant que ministre des Affaires étrangères, Youssef a vivement critiqué l'incapacité des pays occidentaux à stopper la guerre d'Israël à Gaza.

Un diplomate anonyme exprimant auprès de l'AP après l'incident à Addis-Abeba, a déclaré que Nigusse avait été exclu parce qu'Israël avait d'ormais perdu le statut d'observateur qu'il avait tant peiné à obtenir.

Ce statut a été suspendu en février 2023 à la suite d'une réunion de haut niveau des dirigeants africains, à laquelle, selon le bloc, seul l'ambassadeur israélien auprès de l'UA avait été invité. Or, Israël se faisait représenter à cette assemblée par Sharon Bar-li, directrice adjointe du département Afrique du ministre israélien des Affaires étrangères, qui en fut rondement bannie comme le montrent des vidéos rapidement devenues virales.

Le chef de la Commission de l'UA de l'époque, Faki, a néanmoins affirmé le lendemain de l'incident que le bloc avait déjà suspendu le statut d'Israël, décision demandée de longue date par l'Afrique du Sud et l'Algérie. L'UA n'a pas précisé quand la suspension avait eu lieu et n'a pas publié d'informations supplémentaires sur le sujet.

Alors que la majorité des pays africains maintiennent leur soutien à la Palestine, l'analyste Reneva Fourie indique qu'Israël remporte malgré tout quelques succès, auprès de nouveaux partenaires comme la Zambie notamment, et de certains pays arabes comme le Maroc, qui ont normalisé leurs relations avec lui. La Zambie et le Soudan du Sud font partie des six pays africains qui se sont abstenus lors du premier vote d'une résolution de l'ONU condamnant l'offensive israélienne, en novembre 2023, un mois après le début de la guerre à Gaza. Le Cameroun, l'Éthiopie, le Malawi et la Guinée équatoriale ont fait de même. Les autres pays africains ont voté en faveur de la résolution.

Lusaka (Zambie) était en défaut de paiement de sa dette extérieure en 2020, le pays ayant un besoin criant d'investissements. Israël exploite ce contexte pour s'implanter plus profondément encore dans cette région de l'Afrique australe, explique R. Fourie. On ne sait pas encore si Israël a fourni des fonds d'aide conséquents à la Zambie, mais Lusaka a reçu en août un appareil de surveillance cardiorespiratoire offert par l'organisation humanitaire

israélienne *Save a Child's Heart*. De plus la région désertique du Naqab (Néguev en hébreu) accueille des étudiants en agriculture zambiens, dans le cadre de programmes de formation pris en charge. Le ministre zambien des Affaires Étrangères n'a pas souhaité répondre à une demande de commentaire.

Le bureau de presse du gouvernement israélien et le ministre des Affaires Étrangères n'ont par ailleurs pas répondu aux demandes de commentaire pour cet article.

Pour R. Fourie, l'Afrique du Sud joue un rôle de premier plan dans la lutte contre l'influence d'Israël sur le continent. Dans cette optique, selon elle, les pays africains devraient approfondir leurs liens économiques et se protéger de l'influence étrangère exercée à travers les diverses aides. Ces pays devraient également se rappeler que le soutien à la Palestine constitue une réponse morale aux décennies d'impérialisme qu'a subies l'Afrique.

Muhammad Desai, cofondateur du groupe de solidarité basé à Johannesburg *Africa4Palestine*, explique quant à lui que les effets de la stratégie « désespérée » d'Israël sont contrecarrés par des actions citoyennes :

« Les mouvements de solidarité en soutien au peuple palestinien ont connu une croissance exponentielle à travers le continent ces derniers mois. Nous sommes convaincus que les gouvernements ou les responsables politiques qui pourraient actuellement être séduits par les avances israéliennes devront rendre des comptes à leur population. À terme, il est certain que les efforts d'Israël sur le continent africain échoueront. »

Source : [Al Jazeera](#)

Traduit par CB pour l'Agence Média Palestine

**date créée**  
2025/10/02